



Cet article a été originalement publié dans cette cellule de veille.

Union européenne : 14 pays appellent à une approche unifiée de l'édition génomique dans les plantes

Collaboration de M. David Carter, analyste de recherche en productions végétales, MAPAQ

Les Pays-Bas et l'Estonie sont à la tête de 14 États membres de l'Union européenne (UE) dans un appel qui sera fait à la prochaine réunion des ministres de l'Agriculture de la Commission européenne et qui aura pour objet la mise à jour de la législation européenne concernant les nouvelles techniques de sélection des plantes (NTSP), notamment l'outil CRISPR-Cas9.

Les 12 autres États membres favorables à une approche unifiée de l'édition génétique végétale sont la Belgique, la Chypre, la Finlande, la France, l'Allemagne, la Grèce, l'Italie, le Portugal, la Slovénie, l'Espagne, la Suède et le Royaume-Uni. Ce groupe de pays a demandé qu'une révision des règles de l'UE relatives aux OGM soit ajoutée au programme de travail de la prochaine réunion des ministres de l'Agriculture de la Commission européenne. Selon eux, une mise à jour est nécessaire après la décision de la Cour de justice européenne de l'année dernière, selon laquelle les organismes obtenus par mutagenèse devraient être considérés comme des OGM et donc soumis aux obligations de sécurité et de commercialisation définies dans la directive de l'UE sur les OGM.

Le 14 mai dernier, lors de la dernière réunion de la Commission européenne, la délégation néerlandaise a déclaré que, bien que l'arrêt de la Cour européenne de justice fournisse plus de clarté juridique sur le statut juridique de la mutagenèse et des autres NTSP, l'arrêt évoquait aussi de nombreuses autres questions pratiques qui ne peuvent être résolues que par le législateur européen. La délégation a également rappelé aux ministres de l'UE que les organismes obtenus par mutagenèse étaient utilisés dans l'agriculture depuis de nombreuses années et que les pays avaient une longue expérience en matière de sécurité.

Jusqu'à la décision de la Cour de justice européenne l'an dernier, les NTSP étaient exemptés de la directive sur les OGM. Les pays de l'UE étaient libres de décider de les soumettre ou non aux obligations énoncées dans la directive sur les OGM.

La Commission européenne a promis, après la dernière réunion des ministres de l'Agriculture, qu'elle présenterait une « réponse ferme » à la décision de la Cour européenne et rédigerait une proposition législative en temps voulu.

Références :

Cour de Justice de l'Union européenne (25 juillet 2018). Les organismes obtenus par mutagenèse constituent des OGM et sont, en principe, soumis aux obligations prévues par la directive sur les OGM. Communiqué de presse 111/18, Luxembourg. <https://curia.europa.eu/jcms/upload/docs/application/pdf/2018-07/cp180111fr.pdf>.

ISAAA (May 29th, 2019). 14 EU countries call for unified approach to gene editing in plants. Crop Biotech Update. <http://www.isaaa.org/kc/cropbiotechupdate/article/default.asp?ID=17494>.

Fortuna, Gerardo (May 28th, 2019). 14 EU countries call for 'unified approach' to gene editing in plants. EurActiv. <https://www.euractiv.com/section/agriculture-food/news/14-eu-countries-call-for-unified-approach-to-gene-editing-in-plants/>.